

Coopération régionale : partage d'expériences pour une meilleure gestion de l'eau potable



L'atelier régional sur l'alimentation en eau potable, lancé le 11 mars à Tahiti, et co-organisé par la Polynésie française et la Communauté du Pacifique, s'est clôturé le 15 mars 2024 à Rîmatara après une semaine d'échanges entre les délégations de Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et la Polynésie française.

Ce rendez-vous a été marqué par des échanges nombreux tant techniques que culturels et une volonté de maintenir une coopération durable pour garantir l'accès à une eau potable de qualité dans le Pacifique.

L'atelier a réuni cent personnes à Tahiti dont dix représentants de Nouvelle-Calédonie, sept de Wallis et Futuna et un représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) basé à Fidji. Vingt-trois communes de Polynésie française étaient présentes aux côtés des représentants des deux associations de maires de Nouvelle-Calédonie et d'élus de l'Assemblée territoriale de Wallis et Futuna.

Les travaux ont permis aux services de la Polynésie française (Direction de l'environnement, Direction de la santé, Centre de santé environnementale, SPC-Pf, DAIEP, DDC, etc.) de partager leurs expériences et leurs réussites et de s'enrichir de celles des territoires voisins. Cette rencontre a facilité l'appropriation de l'approche des Plans de Sécurité Sanitaire des Eaux (PSSE) par les élus et motivé plusieurs communes à engager la démarche à court terme ou à remettre à jour leur plan. Les délégations de Wallis et Futuna et de Nouvelle-Calédonie ont pu présenter les travaux financés dans le cadre de PROTEGE sur leurs territoires respectifs pour un montant cumulé de 72 millions FCFP, comme par exemple l'élaboration des PSSE de Wallis et de Futuna et la mise en œuvre de multiples actions prioritaires.

Evènements reprogrammés

- Fin août - à confirmer : Atelier régional sur l'agroforesterie - Nouvelle-Calédonie
- 2ème semestre : formation régionale Eau - Polynésie française
- Novembre 2024 : comité final de pilotage PROTEGE - Nouvelle-Calédonie



Ils nous en parlent...

Témoignage



Sandrine LEON
Directrice de la société des eaux urbaines et rurales de Païta de Nouvelle-Calédonie

A Païta, nous avons mis en place un PSSE depuis 2015. Cela fait 9 ans que des actions ont été engagées suivant le plan d'action établi. Aujourd'hui, nous sommes à 80% d'actions mises en œuvre sur la commune. Cet atelier nous a permis de nous ouvrir au Pacifique et d'échanger avec d'autres communes sur les différents aspects de ce plan d'action.

Pour nous, la prochaine étape est de mettre à jour notre PSSE et d'engager un nouveau plan d'action sur les 5 prochaines années afin de viser encore et toujours une meilleure qualité d'eau distribuée pour nos administrés.



Didier LABROUSSE
Chef d'antenne du service environnement de Wallis et Futuna

Cet atelier a été un moment d'échange merveilleux, de partage avec les pays voisins du Pacifique sur les plans de sécurité sanitaire des eaux (PSSE).

Nous avons pu mettre en commun nos techniques : captage et pompage de l'eau et sécurité sanitaire. Nous avons pu échanger entre Calédoniens, Polynésiens, Wallisiens et Futuniens sur nos problématiques et sur les moyens à mettre en place pour les résoudre.

Suite à cet atelier, nos perspectives, principalement sur Futuna, sont de mettre en œuvre le PSSE qui a été validé par notre assemblée territoriale en 2022. Nous allons l'actualiser et motiver l'ensemble des acteurs porteurs de ce projet tout en sensibilisant également la population à l'importance du PSSE.

Ils nous en parlent...

Témoignage



Rodrigue LUTA
Directeur adjoint des services techniques pour la mairie de Thio de Nouvelle-Calédonie



Enrico M'BOUERI
2e adjoint de la mairie de Thio de Nouvelle-Calédonie

Je retiens de l'atelier la mutualisation des moyens humains et techniques pour tout ce qui est traitement de l'eau afin qu'elle soit potable et qu'elle soit distribuée à l'ensemble des abonnés des territoires de Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et de Polynésie française.

A mon retour, j'informerai le conseil municipal des enrichissements obtenus afin de mettre à jour notre PSSE voté et en application depuis 2014.

A ce jour, je m'aperçois que la technicité est là mais qu'il est nécessaire de réaliser sa mise à jour.

Cet atelier était très enrichissant et très convivial avec tous les acteurs présents. Dès notre arrivée, nous avons été accueillis par une culture. Nous avons été bénis par une fumée de leur coutume, de leur tradition. Je tiens particulièrement à remercier le Tavana de Rimatara, son conseil municipal, ses élus, son personnel comme les gîtes qui nous ont accueilli. Nous avons bénéficié de leurs expériences et vice-versa. C'était magnifique.

Un grand merci à la CPS, à PROTEGE et aux fonds européens qui ont rendu possible cet atelier car ce n'est pas évident de trouver les fonds nécessaires pour réunir autant de territoires en un même lieu.

Merci également au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, à l'assemblée territoriale et à la Préfecture de Wallis et Futuna mais aussi à toutes les communes et leurs Maires qui ont fait le déplacement pour que nous nous retrouvions tous ensemble.



Les PSSE en action



En Polynésie française, 6 communes ont élaboré un Plan de Sécurité Sanitaire des Eaux (PSSE) grâce au soutien financier du projet PROTEGE.

Ce plan, véritable outil de gestion, vise à identifier et évaluer les risques sanitaires, avérés ou potentiels, et définir les mesures de contrôle nécessaires pour prévenir et réduire ces risques dans les systèmes d'alimentation en eau potable (captage, traitement, stockage et distribution).

À Tubuai, deux ouvrages de régulation de pression ont été financés. À Rimatara, l'absence de solution en cas de panne électrique majeure a été identifiée comme un risque non négligeable. Il a été contre-carré par un plan d'action adapté via notamment l'investissement dans un groupe électrogène et des formations.

À Tumara'a, des travaux de modernisation des infrastructures de forage ont été entrepris, comprenant la pose d'un nouveau circuit hydraulique en sortie de forage, l'installation d'un conductimètre et la mise en place de deux analyseurs de chlore afin de garantir une désinfection appropriée.

[Lire la suite](#)

Rimatara : une démarche exemplaire

Après deux jours d'atelier sur Tahiti autour des risques sanitaires à considérer pour assurer un service d'alimentation en eau potable de qualité, les discussions se sont poursuivies sur le terrain par les visites d'ouvrages de la commune de Rimatara, située à 550 km au sud-ouest de Tahiti. Celle-ci est engagée dans une démarche exemplaire d'amélioration de son service à la population.

Cette commune fait partie des six communes de Polynésie française ayant bénéficié du soutien financier de l'Union européenne au travers du projet PROTEGE, afin d'élaborer et mettre en œuvre leur Plan de Sécurité Sanitaire des Eaux pour la consommation humaine et ce, pour un montant total de 54 millions de F CFP.

[Lire la suite](#)



230 personnes pour changer notre regard sur le handicap

Jeudi 18 avril s'est tenue la soirée-débat «Changeons notre regard sur le handicap» à la Communauté du Pacifique (CPS).

Cet évènement a rassemblé plus de 230 personnes représentant les associations en matière de handicap et collectivités locales calédoniennes, des personnes en situation de handicap et différents acteurs institutionnels et privés de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis et Futuna, de la Polynésie française ainsi que de Tonga et Fidji.

A l'initiative de la CPS via PROTEGE ainsi que de l'Association des Parents d'Enfants Handicapés (APEHNC) et du magazine calédonien «Handicap Mag», l'objectif visait à encourager une amélioration de l'inclusion des personnes en situation de handicap et une ouverture vers la coopération régionale

dans le Pacifique grâce à la participation de Fidji et de Tonga.

17% des habitants du Pacifique vivent avec une forme de handicap, ce qui représente au moins 1,7 million de personnes selon les dernières estimations de Programme Régional Océanien de l'Environnement (PROE) en 2020.

Le changement de regard sur le handicap est indispensable pour rendre nos sociétés plus inclusives et donner aux personnes en situation de handicap une place entière et visible dans la société. Les enjeux contemporains, comme le changement climatique, appellent à une action urgente pour réduire la vulnérabilité de ces personnes. En effet une personne en situation d'handicap est quatre fois plus susceptible de mourir en cas de catastrophes naturelles (source Handicap International).

Cette soirée-débat s'inscrivait dans le cadre du schéma d'intervention en matière de responsabilité sociale et environnementale de PROTEGE soutenu financièrement par les PTOM et plus largement des actions de la CPS en matière de respect des Droits de la personne dans la région Pacifique.



[Découvrez le replay de la soirée-débat interprétée en langue des signes françaises \(LSF\)](#)

Un évènement rythmé par différents temps forts : témoignages, présentations, slam, vidéo, exposition

■ Vidéo

Laissez-vous emporter par cette vidéo de sensibilisation sur le changement de regard sur le handicap réalisée pendant plusieurs mois de travail, avec les usagers de l'Association des Parents d'Enfants Handicapés de Nouvelle-Calédonie (APEHNC) et la Communauté du Pacifique, ainsi qu'avec la participation du chanteur calédonien Hyarison.



■ Expositions et art thérapie

21 oeuvres de personnes en situation de handicap, réalisées lors d'ateliers d'art thérapie par l'APEHNC ont été exposées dans le hall de la CPS du 15 au 18 avril. Bravo aux artistes !



© CPS PROTEGE

« De la terre à l'assiette et retour à la terre »



© Commune de Teva I Uta

La commune de Teva I Uta (Tahiti) a engagé depuis cinq ans une réforme de son service de restauration scolaire afin de favoriser l'introduction de produits locaux dans les menus scolaires.

Elle souhaite également consolider, accompagner et encourager la structuration du monde agricole afin que les agriculteurs locaux puissent approvisionner la cuisine centrale. Intitulée « De la terre à l'assiette et retour à la terre », cette dynamique vertueuse impulse du changement dans trois domaines : la production primaire locale, la consommation des élèves et la valorisation des déchets de la restauration scolaire.

Afin de soutenir cette belle dynamique, l'initiative a été lauréate de l'appel à projet lancé en 2021 dans le cadre du projet PROTEGE visant à soutenir la transition agroécologique au Fenua. Les financements européens ont permis d'accélérer le changement sur le volet « production » via la

formation à l'agriculture biologique de près de 15 jeunes ayant un projet professionnel dans le domaine.

Dispensée par l'association JB's Garden, cette formation avait pour objectifs de former de nouveaux agriculteurs bio afin de renforcer la capacité de fourniture de denrées alimentaires de proximité et de qualité à la cuisine centrale de Teva I Uta, mais aussi de créer de nouveaux débouchés économiques pour un public sans emploi. Depuis et grâce à l'accompagnement de la commune, deux agriculteurs se sont professionnalisés et ont lancé leur activité dans l'agriculture biologique.

Les financements européens de PROTEGE ont également permis l'acquisition d'un biovator, permettant d'agir sur le volet « valorisation des déchets de la cantine » et inscrivant ainsi la dynamique communale dans une véritable économie circulaire. Ce composteur rotatif a été installé dans l'enceinte du Centre des Jeunes Adolescents

(CJA) de Papeari afin d'associer de manière directe les élèves du CJA qui sont chargés de l'approvisionnement du composteur conjointement aux agents communaux durant le temps scolaire. Ils bénéficient ainsi du compost réalisé grâce à leur culture, tout comme la pépinière communale, les potagers scolaires et familiaux...

Viennent alimenter le composteur : les déchets alimentaires de la cuisine centrale et du centre pénitentiaire de Tatutu ainsi que le broyat des déchets verts de la commune. La commune de Teva I Uta fait désormais office d'exemple pour les autres communes de Polynésie française qui doivent mettre en application la loi de Pays n°2022-5 relative à la promotion des produits locaux dans la restauration scolaire.

Elle a d'ailleurs largement partagé son expérience lors du dernier Congrès des maires de Polynésie française en septembre 2023.

Un séminaire sur la filière du cocotier s'organise en juillet à Ouvéa



A Ouvéa, le premier séminaire pour l'avenir de la filière du cocotier en Nouvelle-Calédonie se tiendra les 10, 11 et 12 juillet sur l'initiative de la province des Iles Loyauté et de l'Agence Rurale. L'évènement réunira des experts locaux et du Pacifique afin de dresser un état des lieux de la filière et partager des pistes d'amélioration concrètes pour la région. Ces travaux ont pour objectif de construire un avenir plus durable et prospère pour cette filière. A l'échelle du pays, ils renforceront le secteur agricole.

Des supports de communication (guide, vidéo, flyer) de Wallis et Futuna et Polynésie française seront mis à disposition par PROTEGE pour présenter les autres initiatives du pacifique et encourager la coopération régionale.

Zones de pêche réglementée (ZPR): 6 formations biologie / gestion dispensées

Le premier cycle de formation à destination des comités de gestion des ZPR s'est achevé fin d'année 2023 avec un retour très positif de la part des participants. Pilotée par la Direction des ressources marines en partenariat avec la Communauté du Pacifique,



© DRM/PF

financée par les fonds européens dans le cadre du projet PROTEGE, cette formation centrée sur la biologie des espèces et la gestion durable des pêcheries a été dispensée par le Rahui center auprès d'une dizaine de comités de gestion de ZPR afin d'éclairer leurs prises de décisions en comité de gestion.

L'objectif visé était de les doter de nouvelles connaissances pour mieux gérer et ainsi assurer la durabilité des ressources récifolagunaires des lagons du Fenua.

Au total, 6 sessions de formation ont eu lieu réunissant plus de 72 participants issus de comités de gestion de 10 ZPR, réparties entre les îles de Tahiti, Raiatea et Tubuai.

Différents modules thématiques ont été abordés dont la biologie et l'écologie des principales espèces pêchées, les zones de vie, les menaces globales et locales, le plan de gestion, les différentes mesures de gestion, les outils d'évaluation des stocks...

Les participants ont particulièrement apprécié les sessions sur la biologie des espèces et la mise en place du plan de gestion. Pour les accompagner dans leur apprentissage, une maquette pédagogique contenant 12 fiches a été distribuée et mise en ligne. Grâce à un contenu vulgarisé et illustré, la maquette a vocation à être réutilisée par tous les acteurs impliqués dans la gestion de la ressource.

[Découvrez la maquette pédagogique téléchargeable ici.](#)

Témoignages des participants :

"S'impliquer c'est aussi s'informer et se former. Pour que le message à transmettre soit en toute transparence."

"Très enrichissant. Rappel du pourquoi nous sommes dans un comité et de quel est l'objectif à atteindre."

"La convivialité, le partage, la mise à l'aise des participants."

"Très bonne ambiance de travail et beaucoup de savoir partagé."

"Heureux d'avoir approfondi mes connaissances sur le milieu marin qui pèseront dans nos décisions futures sur la ZPR."

"La formation m'a permis d'avoir de nouvelles idées."

"Connaître le cycle de reproduction et de vie de certaines espèces peut aider à faire comprendre à certaines personnes l'utilité de la mise en place d'un Rāhui."



© DRM/PF

Valoriser les déchets verts pour en faire du compost : partage entre communes autour de l'expérience de Taputapuatea

6 communes de Polynésie française ont été invitées les 9 et 10 avril à Taputapuatea (Raiatea) afin de bénéficier du retour d'expérience de la commune sur leur plateforme de compostage et leur stratégie de gestion des déchets verts : une rencontre permise grâce au projet PROTEGE, qui vient clôturer l'accompagnement dont a bénéficié la commune pendant 2 ans.

Un pas vers l'agriculture durable : Taputapuatea partage son expérience

Le projet PROTEGE, mis en œuvre par la Communauté du Pacifique (CPS) et financé par l'Union européenne, soutient les initiatives en faveur du développement de l'agroécologie et d'une agriculture durable dans la région Pacifique. A cet effet, la commune de Taputapuatea (Raiatea, Polynésie française) a été lauréate de

l'appel à projets PROTEGE et a bénéficié d'un financement de 20 millions de francs CFP pour consolider la dynamique communale autour de la valorisation des déchets verts en compost et le soutien à l'agriculture durable. Ce financement lui a permis d'acquérir un nouveau broyeur lui permettant d'augmenter sa capacité de broyage des déchets verts, d'optimiser sa production de compost et de partager son expérience avec d'autres communes lors d'un atelier organisé sur 2 jours.

Les échanges ont été riches et les présentations ont soulevé de nombreuses questions de la part des communes invitées. Ces discussions se sont poursuivies l'après-midi sur la plate-forme de compostage où les employés ont détaillé toutes les étapes de la production du compost via des démonstrations sur les machines.

[Lire la suite](#)



Rencontres inter-régionales autour des dispositifs de commercialisation des produits bio

Le projet PROTEGE soutient les initiatives en faveur de la durabilité des systèmes alimentaires de la région Pacifique. L'une de ces initiatives, portée par le SPG Bio Fetia, en partenariat avec le SPG Bio Caledonia, consiste à appuyer les dispositifs de commercialisation des produits bio en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. A ce titre, les deux SPG accompagnent trois dispositifs contribuant au regroupement des producteurs bio sous forme de

coopérative pour faire face aux défis de la commercialisation des produits bio : la filière bovine en NC, la Coop 1 en NC, le GAB Raromatai en PF (Groupement des agriculteurs bio des îles sous le vent). Du 21 au 24 février derniers, des rencontres inter-régionales se sont tenues à Tahiti puis à Raiatea en présence des acteurs de la commercialisation des produits bio



de Polynésie française (producteurs, distributeurs, Direction de l'Agriculture, CAPL, SPC-PF) et de deux représentants de la Coop 1 de NC.

[Lire la suite](#)



20e édition du forum EU-PTOM



PROTEGE a participé à la 20e édition du Forum Union européenne et Pays et Territoires d'Outre-mer (UE-PTOM) qui s'est tenu du 26 au 29 février 2024 à Bruxelles, en Belgique, sur invitation de la commissaire européenne aux partenariats internationaux, Jutta Urpilainen.

Le Forum UE-PTOM réunit l'Union européenne (UE), les Etats membres ainsi que les territoires d'Outre-mer français, néerlandais et danois de l'UE. Une occasion de nouer des liens et d'envisager des événements de capitalisation du projet en Europe pendant l'année 2024.

Dans le cadre du Panel « Économie verte et bleue » qui avait pour but d'explorer les opportunités de coopération régionale entre les PTOM et leurs pays et territoires partenaires voisins, PROTEGE a affiché son soutien au développement durable des économies des PTOM face au changement climatique ainsi que ses actions pour soutenir la coopération régionale des territoires entre eux et avec les pays de la région.

Une exposition sur le projet a en outre été mise en place.

[Lire la suite](#)



© CPS PROTEGE

Retour d'expérience sur les deux projets oeuvrant pour la transition alimentaire de Polynésie française



Deux initiatives ont bénéficié du soutien financier de l'Union européenne au travers du projet PROTEGE et de l'accompagnement des services de la Polynésie française afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale de notre système alimentaire :

1-J'améliore la qualité de mes repas : soutenue et co-portée par la Direction des solidarités, de la Famille et de l'Égalité (DSFE), il s'agit d'accompagner quinze familles de Moorea vers une alimentation

plus saine, plus locale et vers une production potagère familiale tout en s'accommodant d'un budget très limité ;

2- Incubateur d'agro-transformation : soutenu par la Chambre d'agriculture et de la pêche lagunaire (CAPL), deux agricultrices et un pêcheur bénéficient d'un appui pour transformer leurs produits, générer de nouveaux revenus et fournir les cantines scolaires.

Ainsi, après un an de mise en œuvre, un bilan a été présenté le vendredi 26 avril dans les locaux de Food@CookLab, dans la vallée de Paopao à Moorea.

Les témoignages des bénéficiaires et échanges entre tous les acteurs impliqués ont permis d'apprécier les résultats obtenus et leurs impacts pour les familles. Un repas partagé, mettant à l'honneur les travaux des différents bénéficiaires, est venu conclure cette journée de retour d'expérience.

Action régulation professionnelle au sol des ongulés en Nouvelle-Calédonie : bilan 2023



©ANCB

éloignées des tribus et difficiles d'accès : le Nord-Est du massif du Panié, le massif forestier de Néaoua Mé-Adéo et/ou le massif montagneux de Thio. Découvrez un extrait du bilan 2023 de cette action.

Les premières actions de régulation professionnelle au sol ont débuté le 08/05/2023. 18 agents ayant été formés ont réalisé au moins deux missions de régulation.

- **Surface globale régulée : 8 350 hectares**
- **Nombre d'ongulés abattus : 578**
- **Taux de prélèvement : 24%**
(dont 22% cerf ; 31% cochons)

Sans grand étonnement, l'utilisation d'une carabine équipée d'une lunette thermique et d'un modérateur de son en approche de nuit reste la modalité ayant obtenu le succès maximal (4,47) pour un effort jusque-là limité (environ 7%). Son utilisation en affût de nuit également montre un succès intéressant (3,54).



Après les sept premiers mois d'essai, l'effort de régulation sera maintenu dans les zones déjà régulées, étendu aux secteurs non encore prospectés-régulés et autant que possible augmenté.

- [Consulter le bilan complet des 7 premiers mois de Régulation Professionnelle au Sol \(mai-décembre 2023\)](#)
- [Consulter le rapport synthétique d'activités 2023](#)

Dans le cadre du projet PROTEGE financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence néo-Calédonienne de la Biodiversité (ANCB) déploie des actions de régulation professionnelle au sol des cerfs et des cochons ensauvagés, en forêt humide, dans trois zones prioritaires particulièrement

Lutte contre les espèces végétales envahissantes au sein du Paysage culturel Taputapuātea

Dernière ligne droite pour PROTEGE sur le Paysage Culturel Taputapuātea avec la réalisation d'un projet structurant sur la commune associée de Puohine dans la zone Tampon du Bien UNESCO.

C'est en soutien à l'association « Tamari'i Puohine » que l'aménagement d'un sentier éco-patrimonial nommé « Matapura » a pu être lancé en janvier 2024.

Les travaux de sécurisation et de balisage devraient s'étendre jusqu'au mois de mai 2024. A terme, l'association organisera des visites guidées afin que les visiteurs puissent contempler la nature polynésienne et être sensibilisés à sa protection.

Ce sentier servira également d'accès aux sites de restauration de la forêt tropicale où des campagnes de lutte contre les espèces végétales envahissantes pourront être menées notamment contre le tulipier du Gabon ou le Cécropia Peltata.

En parallèle, l'installation d'une serre et d'un local de stockage dont les travaux débutent au mois de mars permettront la production de plants patrimoniaux (endémiques et indigènes) qui seront mis en terre durant des campagnes de plantation le long du sentier et sur les sites de restauration.



PROTEGE



Financé par l'Union européenne



WALLIS ET FUTUNA



ILES PITCAIRN



Pearl WINCHESTER Animatrice PROTEGE à la DAVAR Chef de file « Eau » en Nouvelle- Calédonie

En quoi a consisté votre rôle dans le cadre du projet PROTEGE ?

J'ai travaillé de 2019 à 2023 au sein de la Direction des Affaires Vétérinaires, Alimentaires et Rurales (DAVAR) de la Nouvelle-Calédonie, désignée comme chef de file du territoire pour le thème Eau du projet PROTEGE.

Cette mission a été combinée à celle d'animatrice de la mission InterServices de l'Eau et de la Politique de l'Eau Partagée. Pour faire simple, j'étais le point focal et l'animatrice des projets relatifs à la ressource en eau de PROTEGE, projets qui répondaient aussi à la Politique de l'Eau Partagée de la Nouvelle-Calédonie (adoptée à l'unanimité en mars 2019).

J'appuyais techniquement les porteurs de projets et les techniciens, et je remontais les informations aux élus, lors des sessions du Comité de l'Eau ou des Comités de Coordination Territoriaux.

Qu'est-ce que vous retenir de votre action ?

J'ai énormément apprécié jouer le rôle de courroie de transmission entre les techniciens et les décideurs, pour aider les premiers à mettre en œuvre les décisions dans les délais impartis et aider les seconds à prendre les bonnes décisions en fonction des avancées des actions.

Je suis très fière de l'ensemble du travail réalisé pendant ces quatre années, avec les différents groupes de travail de la Mission InterServices de l'Eau, les agents des différentes institutions et les sociétés privées impliquées. Je garderais en mémoire plusieurs moments extraordinaires : la toute première rencontre des techniciens hydrologues des 3 PTOM (Polynésie française, Wallis et Futuna et Nouvelle-Calédonie); la visite de clôture des chantiers de restauration sur Touho, avec la présence concomitante sur le terrain, au fond d'une vallée de la côte Est, du directeur général de l'Office National des Forêts international (ONFi) et du directeur Outre-Mer de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ; l'inauguration des stations de chloration sur la commune de Ponérihouen, où j'ai coupé le ruban avec

une élue, entourée d'une quarantaine de personnes,...

Où trouvez l'information sur votre activité ?

Un seul réflexe : eau.nc ! Ce portail, créé en 2019, dès le début de ma mission, est le point d'entrée pour tout ce qui concerne l'eau douce en Nouvelle-Calédonie.

Vous y trouverez toutes les actualités, le [catalogue des outils de sensibilisation](#) dans le domaine de l'Eau, les rapports et présentations des Forums de l'Eau et un accès rapide vers l'Explo Cart'Eau, l'interface de cartographie interactive des données sur l'eau en Nouvelle-Calédonie !

Ce portail est complété par une page [facebook eau.nc](#) et une [chaîne Youtube](#). ■





Cécile KRAFT

Stagiaire au Comité française de l'UICN
Polynésie française

En quoi a consisté votre rôle dans le cadre du projet PROTEGE ?

Je suis actuellement en césure à AgroParisTech, où je poursuis un cursus en sciences environnementales et en agronomie. Mon stage, au sein du programme PROTEGE, s'est focalisé sur la création d'un guide pratique de mycorhization, visant à promouvoir l'association bénéfique entre les plantes et les champignons dans les sols agricoles grâce à une méthode de culture et d'utilisation de mycorhizes.

Ce guide a été réalisé en collaboration avec l'expert et agriculteur Mickaël Sansoni qui a proposé cette technique, l'association AGIR NC (Nouvelle-Calédonie), la Direction de l'agriculture de Polynésie française, ainsi que des agriculteurs impliqués dans le projet.

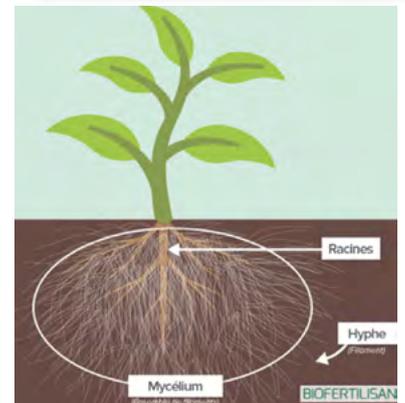
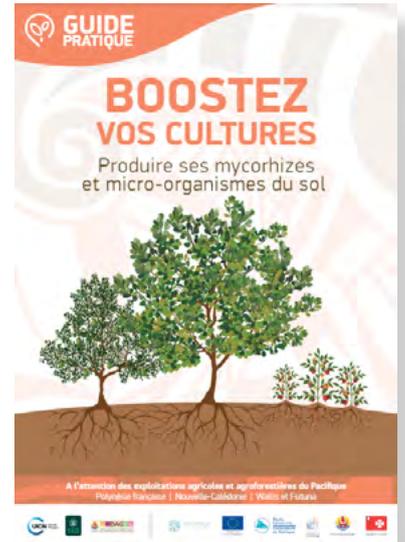
Destiné en premier lieu aux agriculteurs et agricultrices de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna, ce guide vise à renforcer les pratiques agricoles durables dans ces régions.

Outre le guide, j'ai également mené des recherches sur la mise en place d'indicateurs de suivi de biodiversité sur des parcelles en agroforesterie et effectué

des suivis sur les parcelles expérimentales du projet.

Forte de cette précieuse expérience au sein du Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), je commencerai ma dernière année d'école en agriculture comparée et développement agricole à la rentrée prochaine. ■

Téléchargez le guide à la dernière page du bulletin d'information





Eugénie PELLETIER

Chargée des expérimentations en agroécologie à la DSA - Wallis et Futuna

En quoi a consisté votre rôle dans le cadre du projet PROTEGE ?

Je m'appelle Eugénie Pelletier et je travaillais à la DSA (Direction des Services de l'Agriculture de la Forêt et de la Pêche) à Wallis et Futuna, sur le thème « Agriculture et foresterie », en tant que chargée des expérimentations en agroécologie. Pendant presque deux ans, j'ai travaillé avec les agriculteurs des six fermes de démonstration du fenua et les partenaires PROTEGE pour trouver des solutions durables, efficaces, économiques et écologiques à des problèmes concrets des agriculteurs, évaluer l'efficacité de ces solutions et créer des contenus pour les diffuser. Nous avons donc, entre autres, cherché des solutions à la présence de ravageurs dans les champs, travaillé au maintien de la fertilité du sol, et essayé

du matériel pour faciliter la mise en place et le déplacement de parcs porcins tournants. La mise en avant des fermes de démonstration devait aussi permettre de faciliter les échanges entre pairs et l'appropriation des pratiques sur le territoire en donnant aux agriculteurs un rôle de porte-parole des solutions trouvées.

Qu'est-ce que vous retenir de votre action ?

La mise en place, le suivi et le bilan des expérimentations sont des actions qui prennent du temps et qui nécessitent de bien comprendre comment travaille l'agriculteur : une solution appréciée chez l'un peut être vue comme une perte de temps chez un autre. La mise en place d'un réseau d'échange peut devenir une vraie force pour les agriculteurs, leur permettant de gagner du temps et de tester des solutions auxquelles ils n'auraient pas pensé autrement. Une des actions phare réalisée concernait le parc porcin tournant électrifié : les

fermes de démonstration bénéficiaires ont pu tester du matériel de clôture mais aussi des aménagements des parcelles (abris, mangeoires, systèmes de pipettes). Cette action a soulevé beaucoup d'intérêt sur le territoire où le cochon a une place importante, car elle a permis à des éleveurs de se questionner sur leurs pratiques, d'essayer de diminuer la pénibilité de travail associé et de s'interroger sur la durabilité de leurs pratiques.

Où trouvez l'information sur votre activité ?

Des posters, livrets et guides ont été réalisés à Wallis sur la base des expérimentations réalisées et avec les témoignages des agriculteurs concernés. Ils sont disponibles dans les bureaux de la DSA et de la CCIMA en format papier ou en version numérisée, tout comme certains documents réalisés en Polynésie française ou en Nouvelle-Calédonie dans le cadre du projet PROTEGE. Des vidéos explicatives des actions sur l'agroforesterie et l'élevage porcin sont aussi disponibles sur les [pages Facebook](#) et [Youtube de la DSA](#). ■



MERCI A CEUX QUI ONT FAIT PROTEGE



ESPÈCES ENVAHISSANTES



Patrick BARRIERE

Coordinateur pôle Menaces à l'Agence Néo-Calédonienne de la Biodiversité (ANCB)

En quoi a consisté votre rôle dans le cadre du projet PROTEGE ?

L'ANCB ayant été identifiée comme chef de file pour la problématique des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) en Nouvelle-Calédonie, l'équipe PROTEGE a été logée sous ma responsabilité, dans le pôle Menaces dont je suis le coordinateur depuis 2013. Ma contribution et plus largement celle du pôle Menaces, ont permis de transférer à PROTEGE les retours d'expérience acquis sur les ongulés envahissants, dans le cadre de nos missions :

- de développement et test d'outils de suivi et de lutte opérationnelle,
- et de coordination de la Stratégie territoriale de lutte contre les EEE (CEN 2016) et d'une Stratégie spécifique aux Ongulés envahissants (CI @ CEN 2016).

Qu'est-ce que votre action a apporté à ses bénéficiaires, aux acteurs / populations de votre territoire ?

Le pôle Menaces a particulièrement contribué à l'élaboration des protocoles de suivi de l'abondance (par drone) et de l'impact des cerfs, ainsi qu'à la formation des agents de régulation professionnelle, une première pour la Nouvelle-Calédonie.

Où trouvez l'information sur votre activité ?

Le site internet de l'ANCB (ex-CEN www.cen.nc) permet d'accéder librement aux pages dédiées à la [problématique des EEE](#), à un nombre important de [documents techniques, d'ouvrages et de rapports](#), ainsi qu'à une [page dédiée au projet PROTEGE](#). Plus spécifiquement sur les ongulés envahissants, on peut accéder à une monographie taxonomique sur le [Cerf rusa](#) et une [monographie géographique sur la Nouvelle-Calédonie](#) publiées en 2021 dans l'Atlas des Ongulés et Lagomorphes du Muséum National d'Histoire Naturelle. ■



Carole WEMA

Animatrice du projet PROTEGE à l'Agence néo-calédonienne de la Biodiversité

Les cerfs constituent une des premières menaces qui mettent en péril les forêts humides calédoniennes, l'agriculture et les ressources en eau potable.

[Découvrez l'intervention de Carole sur la TV locale calédonienne «Calédonia».](#)



PROTEGE



CAPITALISATION

Retrouvez les dernières vidéos réalisées



<https://protege.spc.int>

et sur nos réseaux sociaux



[sur la chaîne You Tube CPS SPC](#)



LES DERNIERES VIDEOS



Garantir la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine grâce au PSSE

Le projet PROTEGE se joint à la Direction de l'environnement de la Polynésie française (DIREN) et au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC-Pf) pour sensibiliser les communes au Plan de Sécurité Sanitaire des Eaux (PSSE).

[Voir la vidéo en version française](#)

[Voir la vidéo en version tahitienne](#)



Femmes investies dans le projet PROTEGE Célébration de la journée internationale des femmes

L'une est une « planteuse d'arbres » en Nouvelle-Calédonie, la seconde est agricultrice au Fenua, membre du réseau de fermes de démonstration en agroécologie PROTEGE. Laissez-vous porter par ces témoignages de femmes inspirantes et découvrez celles qui, grâce à leur investissement quotidien et leur regard sur la résilience, ont fait avancer les actions du projet PROTEGE.

[Voir la vidéo](#)



LE PARTAGE DE CONNAISSANCES

Etude préliminaire de faisabilité de culture de macroalgues en bacs et en coculture avec des picots en Nouvelle-Calédonie

MATTIO Lydiane, YOU Claire-Marine, LAGOURGUE Laura

SEPTEMBRE 2023

Logos: blue [c] weed, I. Lag. Consulting, ADECAL TECHNOPOLE NOUVELLE-CALÉDONIE

Logos of funding partners: European Union, Pacific Community, SPREP, PROE, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française, Wallis et Futuna, Îles Pitcairn.

Etude préliminaire de faisabilité de culture de macroalgues en bacs et en coculture avec des picots en Nouvelle-Calédonie

Si l'algoculture à grande échelle est une pratique courante et une précieuse source de revenus depuis des siècles en Asie, elle n'en est encore qu'à ses débuts dans le reste du Pacifique où la connaissance du potentiel des espèces indigènes fait encore souvent défaut. C'est le cas de la Nouvelle-Calédonie, où la diversité et l'écologie des algues sont bien documentées (+600 espèces recensées), mais où leur potentiel en tant que ressource économique a été quasiment inexploré et inexploité.

Cette étude est conduite par Lydiane Mattio (blue[c]weed) et Laura Lagourgue (L.Lag.Consulting) dans le cadre de leur projet de start-up ALGAE-DONIA en collaboration avec Claire-Marine You (stagiaire IRD/UBS), Maëlle Thillier, Flavien Schembri et Simon Komoéli (Centre Technique Aquacole de Boulouparis, CTA), et avec le soutien de Claude Payri (UMR ENTROPIE, IRD).

Ce rapport a bénéficié du financement de l'Union européenne via le projet PROTEGE mis en oeuvre par la Communauté du Pacifique (CPS).



[Télécharger](#)

Retrouvez les dernières actualités sur le site Internet et sur l'application PROTEGE



<https://protege.spc.int>

et sur nos réseaux sociaux



LES ARTICLES



Valoriser les déchets verts pour en faire du compost : partage entre communes autour de l'expérience de Taputapuatea

Les dépenses annuelles liées à cette filière s'élèvent à environ 18 millions de francs CFP.

[Lire l'article](#)



Rédactions scientifiques et techniques du bulletin d'information CPS Beche-de-mer d'avril 2024

[Lire l'article](#)



Rapport de l'atelier final de capitalisation sur les pêches côtières du projet PROTEGE ou ATERPECHE

Les pistes de coopération et les perspectives sont proposées pour chaque opération.

[Lire l'article](#)



Protection de la vallée de la Punaruu - Polynésie française

Au cœur de Tahiti, grâce aux efforts des bénévoles de l'association de la vallée de la Punaruu et aux financements européens mobilisés dans le cadre du projet PROTEGE, un patrimoine polynésien se régénère...

[Lire l'article](#)



Guide pour la réalisation d'essais nutrition pour l'élevage de crevettes et de poissons



Guide pour la réalisation d'essais nutrition pour l'élevage de crevettes et de poissons

Le Centre Technique Aquacole (CTA) de la Technologie de Nouvelle-Calédonie a élaboré un « Guide pour la réalisation d'essais nutrition pour l'élevage de crevettes et de poissons ».

[Lire l'article](#)



Initiatives de développement de l'ostréiculture tropicale en Nouvelle-Calédonie



Initiatives de développement de l'ostréiculture tropicale

Le document proposé ci-dessous détaille l'itinéraire technique mis en place pour élargir les connaissances sur l'huître de roche locale *Saccostrea echinata* et soutenir le développement de cette filière.

[Lire l'article](#)



Apicultrice, apiculteur, vous souhaitez organiser votre activité ?

Améliorer son miel : ces fiches techniques sont pour vous !

[Lire l'article](#)



Nouveau : le portail Échos de l'Océanie pour la gestion communautaire des pêches du Pacifique

Vous y trouverez toutes les productions du projet PROTEGE développées sur l'ensemble des Pays et Territoires d'Outre-Mer du Pacifique liées à la gestion communautaire des pêches.

[Lire l'article](#)

Retrouvez les dernières productions du projet



<https://protege.spc.int>

et sur nos réseaux sociaux



LES DERNIERES PRODUCTIONS

4 fiches techniques sur le miel : des outils pour les apiculteurs

La Direction de l'agriculture de la Polynésie française a réalisé 4 fiches techniques pour aider les apiculteurs à produire un miel de qualité en leur aidant à maîtriser les sujets ci-après :

- [La cristallisation des miels, un phénomène naturel](#)
- [Eviter la dégradation thermique et le vieillissement du miel](#)
- [Gérer l'humidité des miels](#)
- [Les critères de qualité des miels](#)

Ces fiches ont été créées dans le cadre du projet PROTEGE mis en oeuvre par la CPS et financé par l'Union européenne.



La diversité aromatique des miels polynésiens : analyse des miels des îles Marquises, des Tuamotu & Atolls, des îles Australes & Gambier

Les miels de Polynésie française présentent une grande diversité. Au cours des années 2021 et 2022, le CARI s'est vu confier les analyses physico-chimiques, organoleptiques et polliniques de 82 échantillons de miels issus de tous les archipels de Polynésie française. Les résultats présentés s'appuient sur la roue des arômes créée par le CARI en collaboration avec l'International Honey Commission (IHC), et reconnue aujourd'hui sur le plan international. Le rapport complet de cette étude est disponible sur le site de la Direction de l'agriculture de la Polynésie française. Il fournit des éléments utilisables par les apiculteurs pour mieux valoriser leur miel et présenter une image professionnelle et authentique au consommateur.



[Télécharger](#)

Boostez vos cultures : produire ses mycorhizes et micro-organismes du sol

Destiné aux exploitants agricoles et agroforestiers du Pacifique, ce guide vise à renforcer les pratiques agricoles durables dans le Pacifique. Il est disponible en version française et le sera en version anglaise en juillet 2024.

Il est le fruit de collaboration entre le Comité français de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), la Direction de l'agriculture de la Polynésie française et l'association AGIR NC (AGroforestiers pour des Initiatives de Résilience) dans le cadre du programme PROTEGE.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne (11ème Fonds Européen de Développement régional) au travers du Projet Régional Océanique des Territoires pour une Gestion durable des Ecosystèmes (PROTEGE) ainsi que du Comité français de l'UICN dans le cadre de la prise en charge du stage ayant abouti à la rédaction du guide.



[Télécharger](#)

